

“Les seuls combats perdus d'avance sont ceux que l'on refuse de mener.”

Avec Montreuil

LE JOURNAL DE VOTRE DÉPUTÉ

JEAN-PIERRE BRARD

N°30 JANVIER-FÉVRIER 2012

ÉDITORIAL

Être humains... simplement !

C'est plein d'espérance que je vous souhaite à chacun et à chacune une bonne et heureuse année 2012. Une année qui, je l'espère, verra les ouvriers, les employés, les retraités, les ingénieurs, les savants, les salariés et les étudiants reprendre leur destin en main ; un destin confisqué ces cinq dernières années par une minorité de puissants qui se sont gavés sur notre dos.

Depuis 2007, dans notre pays, avec les réformes mises en œuvre par le président Sarkozy, c'est le retour en arrière. Santé, école, emploi, logement, tous les secteurs de la vie quotidienne ont été touchés et nul ne sait s'il ne sera pas frappé demain à son tour. Pour la première fois de notre histoire, la génération qui grandit n'a pas la perspective de faire mieux que la précédente !

Partout renaît l'espoir de reconstruire une République sociale, débarrassée de ceux qui souillent son Histoire.

Après la crise du système financier, voici la crise des dettes publiques. Les peuples, déjà pillés une première fois pour renflouer les banques, sont accusés d'avoir trop dépensé ! Tandis que les Grecs et les Italiens sont maintenant gouvernés directement par des technocrates alliés avec l'extrême-droite, le président de la République accélère la feuille de route tracée par le MEDEF et nous assène chaque jour une nouvelle promesse de réforme radicale, certains redoutent en effet les décisions souveraines du peuple des mois prochains !

Ainsi, d'ici quelques semaines, nous aurons droit à une augmentation de 3% de la TVA, celle-ci devenant « sociale » ! Tandis qu'à l'école, le collège unique est menacé et que faute de moyens, les soins ne sont plus complètement assurés dans de nombreuses régions de France, les fournisseurs de matériel de défense se frottent les mains : à défaut d'embaucher du personnel, on équipe nos policiers de gilet pare-balles, de Taser et de flashballs pour des millions d'euros. Pendant ce temps là, les articles de la sécurité sociale sont rédigés jusqu'en 2016 et échappent au contrôle du Parlement puisque adoptés par décret gouvernemental. D'ici peu, même notre fiscalité sera décidée à Bruxelles !

Le « sommet pour l'emploi » que Nicolas Sarkozy avait annoncé en grande pompe le 31 décembre dernier a



tourné court. Toutes les organisations de salariés s'accordent sur le fait que, comme d'habitude, les mesures avancées par le président n'auront aucun impact sur l'emploi : 4,2 millions de chômeurs en France le mois dernier, voilà le résultat de cinq années de sarkozisme !

Malgré tout, le fatalisme ne doit pas étouffer nos cris et nos colères. La résignation est dangereuse.

Partout, la nécessité de changements, l'envie de fraternité, le besoin de solidarité s'expriment. Dans nos quartiers, dans nos hôpitaux, au sein de nos associations de parents d'élèves ou de locataires, dans nos clubs sportifs... les gens se parlent et s'entraident de plus en plus. Partout renaît peu à peu l'espoir de reconstruire une République sociale, débarrassée de ceux qui souillent son Histoire et qui trahissent les mandats qui leur ont été confiés.

À cent jours des élections présidentielles, la mobilisation de tous est plus que jamais nécessaire. C'est à cette condition que 2012 sera une bonne année !

Jean-Pierre Brard

Dernières cartouches...

Alors que la fin de son mandat approche, le président des riches a décidé de faire un dernier cadeau à ses amis du Fouquet's ; un cadeau payé par la baisse du pouvoir d'achat des Français. L'augmentation de la TVA, l'impôt le plus injuste qui soit, répond au rêve du MEDEF de ne plus payer ses cotisations pour financer la protection sociale. Ce rêve est un cauchemar social pour les salariés. Éclairage...

Derrière les faux arguments de l'UMP, la TVA « sociale » prévoit d'alléger les prélèvements sur les employeurs pour les augmenter sur les familles. Les classes populaires et les couches moyennes seront les premières victimes. Toujours plus de bénéfices pour les actionnaires, toujours moins de pouvoir d'achat pour les salariés !

Sarkozy recycle le pacte antisocial du MEDEF

Le projet de « TVA sociale » que le président de la République ressort de son chapeau à 100 jours des élections n'est pas une nouveauté. Promesse du candidat Sarkozy en 2007, le projet avait dû être retiré dans l'urgence pour éviter la déroute de l'UMP aux élections législatives. Depuis, l'UMP et le MEDEF ont toujours gardé ce projet sous le coude. Il fait d'ailleurs partie des mesures-clefs du « pacte fiscal et social » proposé par Laurence Parisot, la patronne du MEDEF, aux candidats à l'élection présidentielle en novembre 2011. Nicolas Sarkozy l'a dit lui-même, : « la crise offre à notre pays une opportunité de prendre des mesures qu'il n'aurait jamais acceptées en dehors d'une période de crise ». Comme pour la « règle d'or », la crise sert de prétexte.

En 2004, il avait pourtant critiqué cette TVA « sociale », estimant que chaque point de hausse de TVA coûterait à la France un demi-point de croissance, il tente désormais de faire croire que cette hausse serait pour « notre bien » une arme contre la crise. C'est faux !

Le Travail ne « coûte » pas, il rapporte !

C'est grâce à la richesse produite par le travail de tous que les grandes entreprises françaises ont réalisé 86 milliards d'euros de bénéfices en 2011... dont 40 milliards pour leurs seuls actionnaires. Cherchez l'erreur ! Pour l'UMP et le MEDEF, ce n'est toujours pas assez. Selon eux le travail coûterait trop cher aux employeurs et « handicaperait » l'économie française.

Le Gouvernement et le patronat évitent soigneusement de dire que les entreprises bénéficient déjà de plus de 30

milliards d'euros par an d'exonérations de cotisations sociales (plus que le déficit de la Sécurité sociale!). En réalité, c'est le « coût du capital » (ce qui est versé aux actionnaires) qui engloutit une part invraisemblable des richesses créées par le travail au détriment de l'emploi et des salaires. Ainsi, selon l'Insee, en France en pouvoir d'achat, le revenu salarial moyen n'a tout simplement



« La hausse de la TVA c'est la baisse du pouvoir d'achat des salariés et des retraités, c'est la promesse de la récession. »

pas évolué depuis le début des années 80. Il a même reculé de 0,2% depuis 2000 ! Voilà trente ans que les gouvernements successifs multiplient les allègements de cotisations sociales (les « charges sociales » selon eux) pour les employeurs, sans aucun effet sur le chômage et les délocalisations. 900 usines fermées en trois ans, 4,2 millions de chômeurs, un régime de protection sociale privé de cotisations, sur le point de rendre l'âme... les résultats des allègements de « charges » sont là !

325 euros en moins pour les ménages

L'augmentation de plusieurs points de la TVA entraînera une hausse immédiate des prix. Environ deux années d'inflation d'un seul coup. Même si les salariés récupèrent une aumône sur leur fiche de paie (de l'ordre de 15 euros pour un salaire brut à 2100 euros), celle-ci ne compensera évidemment pas la hausse des prix. Ainsi, selon l'UFC-Que choisir, qui cite un calcul du ministère des Finances, « un relèvement de 2 points du taux de TVA induirait (...) une dépense annuelle supplémentaire de 10 milliards d'euros à la charge des consommateurs ! soit 325 euros par ménage ». Cette hausse pénalisera surtout les foyers les plus modestes. Pour les 10% de ménages les plus pauvres, 11,5% du revenu est absorbé par la TVA. Pour les 10% les plus riches, c'est moins de 4%. La TVA c'est donc l'impôt injuste par excellence. Avec Nicolas Sarkozy, les pauvres seront encore plus pauvres et les riches toujours plus riches !

Rien n'obligera les entreprises françaises à baisser leurs prix. Importés ou non, les biens de consommation augmenteront et les consommateurs paieront l'addition !



Vers la privatisation de la Sécurité sociale

Les richesses créées par le travail dans les entreprises ne serviront plus à financer la protection sociale. Ce financement devrait désormais être assuré par la l'augmentation des prix. Il s'agit d'une remise en cause profonde du système mis en place à la Libération. Les cotisations sociales ne sont pas ces « fardeaux » insupportables que l'on nous décrit. Chacun de nous en profite, salariés comme employeurs. C'est en quelque sorte un « deuxième salaire » versé au pot commun et redistribué à la population sous forme égalitaire par la Sécurité sociale (Allocations familiales, aides au logement, indemnisation du chômage...). C'est cela qui justifie que celle-ci soit gérée par les salariés et leurs représentants. Le patronat et une partie du pouvoir politique n'ont jamais accepté que cet argent et ce pouvoir leur échappent. Les sommes en jeu sont considérables : le projet de l'UMP envisage ainsi de transférer 30 milliards d'euros sur cinq ans des caisses patronales sur le dos des salariés. Au-delà des conséquences pour le pouvoir d'achat, l'emploi et la protection sociale, le recours à l'impôt comme mode de financement de la Sécurité sociale soumettrait aux décisions des gouvernements créant, au final, les conditions de sa privatisation.

D'autres solutions sont possibles

L'économie est un outil au service des hommes et non le contraire. Pour lutter contre les délocalisations, des mesures simples sont à mettre en place : interdiction des licenciements boursiers, droit de reprise des salariés en



« Le président parle de la France qui travaille mais il ne la fréquente pas. Il ne peut pas aller à la fois au LIDL du coin et fréquenter le Fouquet's. »

cas de délocalisation, taxe d'entrée sur les importations, remboursement des aides publiques reçues pour les entreprises qui délocalisent... Il faut rompre avec la logique de rentabilité financière et rendre aux citoyens la maîtrise des investissements publics avec la création d'un pôle bancaire public pour placer l'intérêt général avant les intérêts des actionnaires. Dividendes, évasion fiscale, spéculation plombent l'économie. La protection sociale constitue, elle, un atout pour une économie au service de l'humain.

Privilégier l'emploi, la relocalisation de nos industries, l'augmentation des salaires et des retraites, voilà les meilleurs moyens de répondre à la crise et du même coup, aux besoins de financement de la Sécurité sociale. À l'Assemblée, où le projet devrait être examiné en février, les députés du Front de gauche s'opposeront à cette fuite en avant, dangereuse économiquement et injuste socialement. Avec vous ! ■

DE LA SUITE DANS LES IDÉES...

■ TRIPLE A

Les financiers contre les peuples

La perte du « triple A » le confirme. Les plans d'austérité de l'UMP n'ont pas permis de « rassurer les marchés ». La soumission de Nicolas Sarkozy aux exigences de la finance n'a fait qu'aiguiser son appétit. Les deux plans d'austérité de ces derniers mois, ont dégradé la France et la vie quotidienne de nos concitoyens qui, depuis 2008, payent la facture de ces plans de « sortie de crise ». La politique économique et sociale de notre pays, ce n'est ni aux spéculateurs de Wall Street ni aux prétendus « experts » de Bruxelles de la déterminer, mais aux citoyens et à leurs représentants, démocratiquement élus.

■ SORTIE DE CRISE

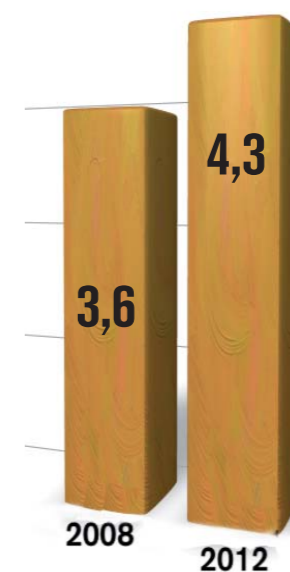
Des solutions existent

Avec des parlementaires allemands, grecs, italiens, finlandais et tchèques, les députés du Front de gauche ont présenté des solutions pour sortir les peuples de la misère dans laquelle l'Europe de Sarkozy et Merkel les enterre. Le 1^{er} décembre devant les députés français, Jean-Pierre Brard a défendu la création d'une taxe européenne sur les millionnaires, d'une taxe sur les transactions financières, l'interdiction des agences de notation, la prise de participation des États au capital des grandes banques européennes, l'interdiction des activités purement spéculatives qui ne produisent de richesses que virtuelles et la

mobilisation de l'épargne populaire au profit de grands projets d'intérêt général grâce à la création d'un Fonds européen de développement social, solidaire et écologique. C'est l'argent qui doit être mis au service des peuples, pas le contraire ! Hélas, la majorité de l'Assemblée nationale, aux ordres du gouvernement, en a décidé autrement. ■

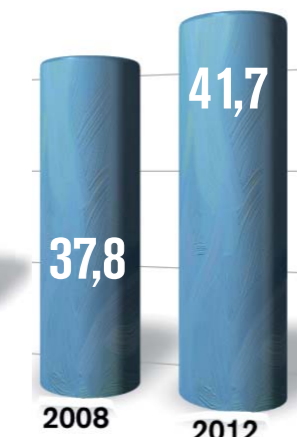
----- No comment !

Nombre de demandeurs d'emploi (en millions)



Dividendes versés* aux actionnaires du CAC 40 (en milliards d'euros)

* prévisions





Le 10 décembre au marché de Noël...



... Avec les retraités montreuillois...



... 18 juin : l'hommage.

AVEC VOUS À L'ASSEMBLÉE

■ PARTAGE DES RICHESSES

Le totalitarisme de l'argent

Le 22 décembre, Jean-Pierre Brard a demandé au Premier ministre s'il était prêt à renoncer à son zèle en faveur des privilégiés et s'il allait continuer à être du côté des profiteurs comme le président de la République. Il a dénoncé le bilan accablant de l'UMP : 8 millions de personnes en dessous du seuil de pauvreté, 4,3 millions de chômeurs, 100 millions de repas servis par les Restos du cœur. Et pendant ce temps-là, les amis du Président ont vu leurs bénéfices progresser de 85 % en un an ! « *Nous, au Front de gauche, nous sommes avec les gens qui souffrent, avec ceux qui tirent le diable par la queue, avec ceux qui ont peur pour l'avenir de leurs enfants, qui craignent de perdre leur travail et de tomber dans la pauvreté* ». Paraphrasant Geneviève De Gaulle-Anthonioz, il a dénoncé le nouveau totalitarisme de l'argent : « *Ayons le courage de refuser que des personnes et des familles vivent dans l'inhumanité* ». Le Gouvernement a prétendu faire de la lutte contre la pauvreté une priorité... sans préciser à partir de quand !

■ TRAVAIL PRÉCAIRE

La stratégie de la tenaille

D'un côté, la rémunération des salariés diminue ou, stagne. De l'autre, le Gouvernement augmente la TVA sur les produits de première nécessité et les « complémentaires santé ». Cette stratégie de la tenaille accable la France du travail. Que fait le Président

de la République pour ces salariés, les dignes représentants de la France d'en bas, qu'il regarde, lui, d'en haut ? Alors que 5 millions de salariés travaillent déjà sous des contrats précaires, Nicolas Sarkozy milite, lui, pour développer encore le chômage partiel ! Dans l'Hémicycle, Jean-Pierre Brard a dénoncé le « *marché de dupes* » de l'UMP car, le chômage partiel sert de variable d'ajustement pour les entreprises et permet de faire supporter par la collectivité la rémunération des salariés. Pour les députés du Front de Gauche, le travail doit échapper à la logique de précarité que le MEDEF et l'UMP cherchent à imposer.

■ REMISE DE PRIX

Brard d'Honneur



Le 14 décembre, la ministre du Budget – Valérie Pécresse – a proposé de prendre 2 millions d'euros au fonds d'aide au logement d'urgence pour permettre aux communes d'équiper leur police municipale de gilets pare-balles. Jean-Pierre Brard a immédiatement dénoncé cette proposition « *invraisemblable* » : « *Si encore, madame la ministre, vous aviez proposé, de troquer une partie des crédits pour le logement d'urgence contre des couvertures chauffantes, j'aurais compris. Mais contre des gilets pare-balles, non ! Le ridicule a ses limites, même si je sais comme vous tous que, depuis Mme de Sévigné, il ne tue plus, hélas !* ». À la suite de cette intervention, l'amendement de la ministre a été rejeté et le *Canard enchaîné* a décerné un « *Brard d'honneur* » à votre député.

AVEC VOUS À MONTREUIL



■ RÉSISTANCE

Madeleine Odru nous a quittés

Madeleine Odru nous a quittés le 17 janvier dernier. Figure emblématique de la

Résistance, déportée à Auschwitz avec le convoi des 31 000, Madeleine n'a eu de cesse d'exhorter à l'engagement de tous et en particulier des plus jeunes. Aujourd'hui, nous sommes dans la peine mais ce qui va rester, ce que nous cultiverons, ce sont les valeurs qu'elle défendait, son engagement pour la vie, l'éducation, le bien-être du plus grand nombre. À ses enfants et petits enfants, sa famille, ses proches, ses camarades vont toutes nos pensées.

■ SERVICES PUBLICS

Mobilisation citoyenne... (suite)



Face à la mobilisation autour des agences SNCF et EDF, un collectif de défense des services publics s'est créé à Montreuil afin de réfléchir aux suites à donner à l'action. Les directions nationales de chaque entreprise ont accepté d'étudier la possibilité de pérenniser leur présence à Montreuil. Des discussions sont en cours. Tous les citoyens qui le souhaitent peuvent participer à l'action contre la casse du service public.

Rejoignez-nous ! (ccmontreuillois@gmail.com)

NOUS CONTACTER : PERMANENCE PARLEMENTAIRE - 45, rue du Capitaine Dreyfus - 93100 Montreuil
Tél : 01 49 88 72 40 - Courriel : broehr-an@orange - Site internet : www.depute-brard.org